

Corrigé - Taux d'intérêt, inflation et Saint Valentin

https://trends.levif.be/economie/politique-economique/taux-d-interet-inflation-et-saint-valentin/article-opinion-1525069.html?cookie_check=1644853297

Pourquoi l'inflation diminue le pouvoir d'achat des ménages ? (méthode AEI)

L'augmentation générale des prix sur une longue période (mesurée par l'Insee) affaiblit la quantité de biens et de services que les ménages peuvent consommer.

En effet, lorsque les prix augmentent, si les salaires ne suivent pas cette hausse, alors le revenu disponible des ménages diminue. L'évolution du **pouvoir d'achat** correspond donc à la différence entre l'évolution des revenus des ménages et l'évolution des prix.

Par exemple, si l'inflation est de 2 % et que les revenus ne s'ajustent pas, alors les ménages perdront 2 % de pouvoir d'achat. Ils pourront donc consommer 2% en moins.

Qu'est-ce que l'indexation des salaires sur l'inflation ?

L'indexation des salaires sur l'inflation signifie que qu'ils sont augmenté du même pourcentage que l'inflation. Le Smic est indexé sur l'inflation. Il est augmenté tous les ans, d'au moins le taux d'inflation. Lorsque le gouvernement souhaite relancer la consommation (notamment des moins aisés), il peut décider de l'augmenter une deuxième fois au cours de l'année ou d'appliquer un pourcentage plus élevé que l'inflation. C'est ce que l'on appelle « le coup de pousse ». En effet, nous savons que les ménages modestes ont une propension à consommer plus importante que les ménages aisés. Il s'agit de la part du revenu supplémentaire affectée à la consommation. Keynes a montré que la propension marginale à consommer décroît avec les revenus. Un ménage à faibles revenus consacre près de la totalité de son revenu supplémentaire à sa consommation.

De quels facteurs provient l'inflation actuelle ?

Les prix de l'énergie (gaz, électricité), des matières premières et des pénuries de produits manufacturés (comme les biens d'ameublement) et des transports car ce n'est pas seulement qu'il n'y a pas assez de conteneurs mais c'est surtout qu'ils doivent parfois attendre un mois avant d'être déchargés en raison du manque de chauffeurs de camions (absences liées à la Covid).

Le chroniqueur évoque la transition énergétique, rappelez ce que cela signifie et indiquez en quoi celle-ci nécessite-t-elle des taux d'intérêt très bas ?

La *transition énergétique* consiste à abandonner les combustibles fossiles au profit d'énergies renouvelables (solaire, éolien, hydraulique, bois-énergie...).

Afin de pouvoir transformer durablement tous les secteurs de l'énergie, de la production à la consommation finale et ainsi limiter les émissions de gaz à effet de serre, les états, entreprises et ménages doivent investir. En effet, charbon, gaz et pétrole représentent encore à l'heure actuelle 80 % de la production mondiale en énergie. Des taux d'intérêt bas permettent d'accompagner les dépenses nécessaires à cette transition en réduisant le coût du crédit, donc de l'investissement et ainsi encourager l'ensemble des acteurs à changer de mode de production et de consommation.

Rappelez ce qu'est un taux d'intérêt réel.

Le taux d'intérêt réel est le taux nominal moins l'inflation.

Expliquez comment un taux d'intérêt peut-être négatif ?

Le taux d'intérêt peut être négatif lorsque le taux d'inflation dépasse celui du rendement de l'épargne et des prêts. Par exemple, avec une inflation à 3 % et un **taux d'intérêt** à 2 %, les bénéfices du prêteur, après inflation, seront inférieurs à zéro. Dans un tel cas de figure, le **taux d'intérêt dit réel** (à savoir le **taux nominal** corrigé de l'inflation) est **négatif**.

Un taux d'intérêt peut être négatif lorsque la banque centrale décide de mener une politique de relance monétaire (expansive). Elle fixera son taux directeur à un niveau très faible, voire négatif, afin d'inciter les ménages et les entreprises à contracter des crédits. L'objectif est de diminuer le coût des emprunts, le prix de l'argent.

Ainsi, cela revient à faire payer les banques lorsqu'elles placent leur excédent de trésorerie auprès de la banque centrale. L'idée est d'inciter les banques à écouter ces excédents sous forme de prêts pour compenser la faible croissance qui s'est installée après la crise de 2008.